



**(Re)
connexion**
l'École d'été numérique de l'INM

Introduction

Nous, collectif de jeunes, sommes inquiètes et inquiets pour le futur de la démocratie, pour notre futur à toutes et à tous.

Les dérives autoritaires à travers le monde, la menace pesant sur les libertés fondamentales sous prétexte de l'urgence sanitaire, les exclusions inégalitaires criantes, la polarisation croissante des débats et les fausses nouvelles toujours plus nombreuses sont des menaces qui nous guettent.

Nous avons besoin plus que jamais d'entendre des voix plurielles – nécessaires à une sortie de crise – qui renforcent la démocratie.

Dans une démocratie, les citoyennes et citoyens peuvent changer les choses.

Et nous le faisons, non seulement en nous renseignant, mais aussi en étant une force de propositions et en prenant au sérieux nos responsabilités civiques.

Institutions démocratiques

Considérant qu'un gouvernement majoritaire peut être formé avec une minorité des voix, par exemple, lors des élections provinciales de 2018, un gouvernement majoritaire a été formé avec seulement 37 % du vote populaire;

Considérant que certaines mobilisations pour l'environnement, comme celle du 27 septembre 2019 qui a attiré plus d'un demi-million de personnes, ne font pas réagir la classe politique à la hauteur des revendications;

Nous demandons au gouvernement :

- De s'engager fermement à réformer le mode de scrutin pour un mode proportionnel et plus représentatif;
- De favoriser l'éducation citoyenne et le développement des compétences civiques, notamment par l'implantation d'un cours qui y sera consacré au secondaire et dans la formation aux adultes;
- De créer un budget participatif national où les citoyennes et les citoyens auraient une voix dans les décisions liées aux dépenses publiques;
- D'effectuer une réforme de la Gazette officielle du Québec (le document officiel hebdomadaire qui recense toutes les décisions prises par le gouvernement) pour qu'elle soit plus accessible et plus transparente;
- De reconnaître le racisme systémique au Québec, qui gangrène la participation citoyenne.

Nous nous engageons :

- À effectuer nos devoirs citoyens, entre autres par l'exercice du droit de vote et de la participation citoyenne de façon continue;
- À favoriser un maillage social inclusif en reconnaissant les diversités culturelles.

Considérant toutes les fausses informations relayées sur les réseaux sociaux;
Considérant le phénomène croissant du sensationnalisme dans l'univers médiatique au détriment de l'information crédible et nuancée;
Considérant la polarisation du débat public qui peut se caractériser par un ton agressif;
Considérant l'actuelle crise du modèle d'affaires du journalisme.

Nous demandons :

- De prendre plus souvent le temps de décortiquer et d'approfondir les enjeux d'actualité plutôt que de présenter l'information de manière rapide et superficielle afin de progressivement déconstruire les perceptions erronées et les fausses informations;
- Une redistribution des profits des nouvelles plateformes numériques, notamment les réseaux sociaux, via des programmes de subventions normés et récurrents à la faveur des médias traditionnels, comme les journaux, la radio, ou la télévision.
- De favoriser l'émergence d'un média où les informations seraient officielles et véridiques.

Nous nous engageons :

- À favoriser l'utilisation des nouvelles plateformes autant que les médias traditionnels;
- À favoriser des médias qui s'appuient sur des normes déontologiques rigoureuses;
- À nous informer auprès de sources crédibles et diversifiées;
- À confirmer la véracité de l'information que nous partageons.

Démocratie numérique

Considérant l'importance croissante de la dimension numérique de notre espace public et de la participation démocratique, phénomène accéléré par la crise sanitaire;

Considérant l'exclusion de certaines franges de la population de cet espace public et du dialogue démocratique, exacerbée en raison de la fracture numérique qui touche particulièrement les personnes âgées et les personnes issues de milieux socioéconomiques défavorisés;

Considérant qu'en 2019, 14 % des adultes québécois souhaiteraient conserver une alternative hors ligne pour obtenir des services de la part du gouvernement du Québec selon le volet « services gouvernementaux en ligne » de l'enquête NETendances 2019;

Considérant le manque de diversité dans le milieu de la programmation informatique qui peut mener à des algorithmes biaisés et discriminatoires;

Considérant l'opacité du langage informatique qui nuit à sa démocratisation;

Considérant l'utilisation massive et non transparente de nos données personnelles par différents acteurs.

Nous demandons aux gouvernements :

- De mettre en place des politiques favorisant un accès universel aux technologies de l'information et de la communication;
- De réguler plus vigoureusement et de façon transparente la collecte et l'usage des données personnelles, en prenant exemple, entre autres, sur le *Règlement général sur la protection des données* de l'Union européenne;
- De garantir des solutions alternatives au numérique en conservant des modalités d'accès à l'espace public et d'accès à la participation démocratique non numériques.

Nous demandons aux acteurs du milieu numérique (développeurs, entreprises, gouvernements, etc.) :

- D'effectuer de l'éducation à la population sur l'utilisation des outils numériques pour une vie en ligne épanouissante qui permettrait de s'exprimer et de communiquer ses propres idées et valeurs;
- D'utiliser et de promouvoir des technologies plus ouvertes (logiciels libres, données ouvertes quand elles ne nuisent pas à la vie privée) et inclusives, notamment par le design justice qui vise à inclure toutes les personnes concernées dans la conception et dans la mise en place de leurs projets.

Nous nous engageons :

- À favoriser un partage des connaissances avec des personnes de différents milieux socioéconomiques et de différents âges;
- À déconstruire les idées reçues sur les outils numériques auprès des personnes exclues de l'espace numérique par le dialogue;
- À rester dans une posture attentive vis-à-vis des personnes mal à l'aise avec le numérique, et leur proposer des alternatives et un accompagnement.

Conclusion

Ne laissons pas la gravité et la hauteur des enjeux nous paralyser. La crise de la COVID-19 bouleverse nos sociétés. Appuyons-nous sur la démocratie pour construire une société plus inclusive, durable et participative. N'attendons pas demain, prenons notre futur en main. Il est temps d'agir!